

**Union européenne - Déclaration de
M. Michel Sapin, ministre de
l'économie et des finances, à son
arrivée à la réunion des ministres
des finances de l'Eurogroupe
(Bruxelles, 26 janvier 2017)**

Q - Monsieur le Ministre, Mme May souhaite engager des négociations commerciales avec les États-Unis alors que le Royaume-Uni appartient encore à l'Union européenne. Elle n'a donc pas le droit d'engager des négociations commerciales bilatérales. Est-ce que cela va compliquer les pré-négociations sur le Brexit ?

R - Mme May va voir qui elle veut. Je comprends tout à fait que, compte-tenu de l'Histoire particulière entre la Grande-Bretagne et les États-Unis, elle aille voir le nouveau président des États-Unis. Elle n'y va pas pour négocier. Je pense que ni elle, ni M. Trump, ne sont en position de négocier quoi que ce soit. Elle s'y rend par courtoisie.

Q - C'est tout de même le premier chef d'État à voir M. Trump. Cela peut lui donner un moyen de pression sur les autres membres de l'UE ?

R - Il faut une première à tout, donc c'est Mme Theresa May. Il ne faut pas y voir autre chose.

Mais l'Europe est soumise aujourd'hui à un certain nombre de pressions. Pressions de l'Histoire, pressions politiques, économiques. Les 27 doivent donc être d'autant plus unis, d'autant plus dynamiques, d'autant plus porteurs de projets d'avenir, pour répondre à ces enjeux.

Q - Les menaces du Royaume-Uni de devenir un paradis fiscal vous inquiètent ?

R - C'est une menace qui menace le Royaume-Uni lui-même. Baisser les impôts, seuls, pour une grande nation comme la Grande-Bretagne, c'est s'affaiblir soi-même. Cela ne fait pas peur aux autres. Cela affaiblit sa propre économie. Son propre budget. Sa propre puissance. C'est pour cela que je ne prends pas véritablement au sérieux ces menaces.

Q - Concernant la Grèce, croyez-vous à une nouvelle crise, ou est-ce du passé ?

R - Non, la crise, nous l'avons connue en juillet 2015, et nous l'avons résolue. Depuis lors, nous travaillons, nous travaillons sérieusement. Il peut y avoir des difficultés, mais tout le monde a à l'esprit la nécessité d'éviter toute crise.

Nous allons donc travailler aujourd'hui, et dans les semaines qui viennent, pour faire en sorte que les réformes nécessaires à la Grèce puissent être mises en place dans de bonnes conditions, respectueuses de la société grecque et des faisabilités politiques, mais nous travaillons aussi à ce qui doit être apporté à la Grèce pour lui permettre de revenir à une situation normale.

La Grèce a besoin de croissance, elle est en train de retrouver la croissance. La Grèce a besoin d'un équilibre budgétaire, elle est en train de retrouver cet équilibre budgétaire. La Grèce a intérêt à la solidarité européenne, et cette solidarité européenne lui est acquise.

Q - À quelle échéance espérez-vous voir le FMI revenir ?

R - Le FMI n'est pas parti. Il est toujours là. Il restera parmi nous.

Q - Quels sont les grands défis face à Trump selon vous ?

R - Le seul grand défi, c'est qu'il nous dise ce qu'il a envie de faire. Je ne considère pas que des tweets fassent une politique.

Q - Soutenez-vous M. Dijsselbloem pour la présidence de l'Eurogroupe même s'il perd les élections au mois de mars ?

R - Je lui souhaite de gagner les élections au mois de mars.

Merci beaucoup./.